

partie 5

Entreprises françaises de transport

— Depuis 2015, le nombre d'entreprises du secteur des transports et de l'entreposage connaît une forte croissance sous l'effet du développement des livraisons à domicile et, dans une moindre mesure, des taxis et VTC. On dénombre ainsi près de 249 000 entreprises (unités légales) des transports et entreposage au 31 décembre 2020.

Le chiffre d'affaires du secteur atteint 197,1 milliards d'euros en 2020, en forte baisse par rapport à l'année précédente (- 12,9 %) à la suite de la crise sanitaire.



Démographie des entreprises de transport

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES DES TRANSPORTS ET DE L'ENTREPOSAGE

Nombre d'entreprises (unités légales) au 31 décembre

	2010	2015	2019	2020
Transports de voyageurs	39 311	55 201	88 171	92 972
Transports de marchandises	41 302	43 863	50 458	53 300
Autres services de transport	8 519	11 168	13 653	14 294
Activités de poste et de courrier	1 624	4 578	49 962	89 086
Transports et entreposage	90 756	114 810	202 244	248 952

Champ : ensemble des entreprises, y compris micro-entreprises, de France métropolitaine et des DOM.

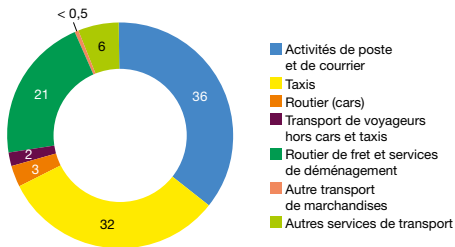
Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Depuis le milieu des années 2010, le nombre d'entreprises du secteur des transports et de l'entreposage a plus que doublé sous l'effet du développement des micro-entreprises assurant des livraisons à domicile et, dans une moindre mesure, des taxis et VTC (voitures de transport avec chauffeur). On dénombre ainsi 248 952 entreprises (unités légales) de transports et entreposage au 31 décembre 2020.

Pour la démographie des entreprises, qui mobilise les données du répertoire statistique et administratif Sirene de l'Insee, ce sont les entreprises au sens juridique qui sont dénombrées. Le terme « entreprises » désigne ainsi les unités légales marchandes (Siren) inscrites au répertoire Sirene. Pour davantage de précisions, voir l'encadré de la fiche B1 du *Bilan annuel des transports en 2021*.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES (UNITÉS LÉGALES) DES TRANSPORTS ET DE L'ENTREPOSAGE AU 31 DÉCEMBRE 2020

En %



Champ : ensemble des entreprises, y compris micro-entreprises, de France métropolitaine et des DOM.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Avec 89 086 unités, le secteur des activités de poste et de courrier représente 36 % de l'ensemble des entreprises des transports et de l'entreposage fin 2020, devant le transport de voyageurs par taxis et par VTC (32 %). Le transport routier de fret et les services de déménagement représentent 21 % des unités légales du secteur.

TAUX DE DÉFAILLANCE D'ENTREPRISES¹

En %

	2012	2016	2019	2020	2021
Transports de voyageurs	0,6	0,6	0,9	0,5	0,4
Transports de marchandises	3,7	2,7	2,5	1,3	1,3
Autres services de transport	2,2	1,4	1,3	0,7	0,7
Activités de poste et de courrier	2,1	0,8	0,1	0,0	0,0
Transports et entreposage	2,2	1,5	1,2	0,6	0,5

¹ Taux de défaillances : rapport entre le nombre de défaillances dans l'année et le nombre d'entreprises en fin d'année précédente.

Champ : ensemble des entreprises, y compris micro-entreprises, de France métropolitaine et des DOM.

Sources : Bodacc ; calculs Banque de France

Le taux de défaillance d'entreprises dans les transports et l'entreposage baisse régulièrement depuis neuf ans, passant de 2,2 % en 2012 à 0,5 % en 2021.

Avec 1 174 défaillances prononcées en 2021, le nombre de défaillances diminue de nouveau, les mesures gouvernementales mises en place pendant la crise sanitaire (gel de la date des cessations de paiement, mise en place du fonds de solidarité et du prêt garanti par l'État, etc.) faisant encore effet en 2021.

TAUX DE CRÉATION D'ENTREPRISES²

En %

	2011	2016	2019	2020	2021
Entreprises classiques (hors micro-entreprises)					
Transports de voyageurs	6,6	19,7	10,4	6,4	7,1
Transports de marchandises	8,4	6,1	8,3	7,6	9,8
Autres services de transport	8,2	8,2	6,1	5,3	6,3
Activités de poste et de courrier	7,9	28,3	15,7	4,8	4,7
Transports et entreposage	7,6	13,7	10,5	6,2	6,8
Micro-entreprises					
Transports de voyageurs	2,7	7,6	9,0	5,7	5,9
Transports de marchandises	1,4	2,2	3,8	4,9	4,8
Autres services de transport	6,6	4,2	6,2	5,6	5,4
Activités de poste et de courrier	24,8	267,6	160,2	160,5	112,9
Transports et entreposage	2,9	15,5	31,0	43,8	43,9

² Taux de création : rapport entre le nombre de créations dans l'année et le nombre d'entreprises en fin d'année précédente.

Champ : ensemble des entreprises, y compris micro-entreprises, de France métropolitaine et des DOM

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Après avoir régulièrement progressé entre 2010 et 2018, le taux de création d'entreprises classiques (hors immatriculations de micro-entrepreneurs) a fortement diminué en 2019 puis en 2020. En 2021, il se redresse légèrement, pour atteindre 6,8 %, un taux encore bien inférieur à celui d'avant-crise (10,5 % en 2019). C'est dans le transport de marchandises que le taux de création d'entreprises classiques est le plus élevé (9,8 % en 2021).

Le taux de création de micro-entreprises (immatriculations de micro-entrepreneurs) a fortement augmenté en dix ans, passant de 2,9 % en 2011 à 43,9 % en 2021. Cette hausse est principalement imputable à la progression continue des nouvelles immatriculations dans le secteur des activités de poste et de courrier depuis 2015, notamment dans le domaine des livraisons à domicile.

Comptes des entreprises de transport

COMPTES DE L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES DU SECTEUR DES TRANSPORTS ET DE L'ENTREPOSAGE*

Niveaux en milliards d'euros courants, évolutions en %

	2019 « contours 2020 »** (p)	Évolution 2020/2019	2020 (p)
Chiffre d'affaires net	226,2	- 12,9	197,1
Production	228,8	- 12,8	199,5
Consommations intermédiaires	138,7	- 6,6	129,6
Valeur ajoutée brute	90,1	- 22,4	69,9
Charges de personnel	67,1	- 7,0	62,4
Excédent brut d'exploitation	19,3	- 75,6	4,7
Capacité d'autofinancement	17,8	- 90,6	1,7
Bénéfice ou perte	6,7	- 315,0	- 14,5
Investissements corporels bruts hors apports	30,7	- 15,1	26,1

* Voir définition dans le glossaire.

** Pour bien mesurer les évolutions économiques, les données entre deux années successives sont comparées à méthode constante. Les données en entreprises de l'année précédente sont ainsi recalculées chaque année en utilisant le contour des entreprises de l'année en cours. Voir explication détaillée dans le glossaire.

(p) = provisoire.

Champ : entreprises de France métropolitaine et des DOM.

Source : estimations SDES, d'après Insee-Ésane

Avec 197,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2020, les entreprises de transport réalisent 5,1 % du chiffre d'affaires des entreprises françaises (hors agriculture), en baisse par rapport à l'année précédente (- 0,3 point).

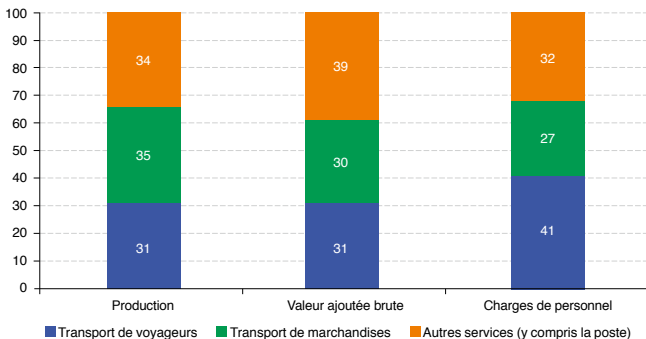
Dans le contexte de la crise sanitaire, l'ensemble des soldes intermédiaires de gestion des entreprises de transport chutent en 2020 : - 12,9 % pour le chiffre d'affaires, - 22,4 % pour la valeur ajoutée brute et - 75,6 % pour l'excédent brut d'exploitation.

Les investissements corporels bruts hors apports diminuent aussi fortement (- 15,1 %) et s'établissent à 26,1 milliards d'euros en 2020.

Les résultats sectoriels agrégés sont élaborés à partir des données comptables des entreprises « au sens économique », issues de la source Ésane de l'Insee. Une entreprise au sens économique peut être constituée d'une seule ou de plusieurs unités légales. Pour davantage de précisions, voir l'encadré de la fiche B2.1 et l'encadré en fin de partie B du *Bilan annuel des transports en 2021*.

IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DES SECTEURS DE TRANSPORT EN 2020

En %



Source : estimations SDES, d'après Insee-Ésane

En 2020, les entreprises du transport de voyageurs assurent 31 % de la production de l'ensemble du secteur des transports et de l'entreposage. Elles réalisent 31 % de la valeur ajoutée brute et représentent 41 % des charges de personnel du secteur.

Le transport de marchandises représente 35 % de la production du secteur, 30 % de la valeur ajoutée brute et 27 % des charges de personnel du secteur.

Les entreprises de services auxiliaires et de courrier (autres services) pèsent pour 34 % dans la production du secteur, 39 % dans la valeur ajoutée brute et 32 % dans les charges de personnel du secteur.

Entreprises de transport routier

COMPTES DES ENTREPRISES DE TRANSPORT ROUTIER

Niveaux en milliards d'euros, évolutions en %

	2019 « contours 2020 »* (p)	Évolution 2020/ 2019	2020 (p)	Évolution 2021/ 2020	2021 (e)
Transports routiers de fret et services de déménagement					
Chiffre d'affaires net	52,4	- 3,2	50,7	8,7	55,1
Valeur ajoutée brute	18,5	0,0	18,5	11,4	20,6
Charges de personnel	15,6	- 0,1	15,6	10,3	17,2
Transports routiers de voyageurs (transports en car)					
Chiffre d'affaires net	12,8	- 12,1	11,3	-	-
Valeur ajoutée brute	6,7	- 13,6	5,8	-	-
Charges de personnel	4,8	- 10,8	4,3	-	-
Transports de voyageurs par taxis (et VTC)					
Chiffre d'affaires net	4,1	- 29,6	2,9	-	-
Valeur ajoutée brute	1,9	- 36,6	1,2	-	-
Charges de personnel	1,0	- 20,0	0,8	-	-

* Voir explication dans le glossaire.

(p) = provisoire ; (e) = estimé.

Source : estimations SDES, d'après Insee-Ésane, Acoess, CNP

En 2020, 26 % du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée brute de l'ensemble des entreprises de transport sont réalisés par les entreprises des transports routiers de fret et services de déménagement. Dans ce secteur, le chiffre d'affaires atteint 50,7 milliards d'euros en 2020 (- 3,2 % par rapport à 2019), tandis que la valeur ajoutée brute reste stable, à 18,5 milliards d'euros. En 2021, selon de premières estimations, une nette reprise s'amorcerait après le recul limité de 2020. Le chiffre d'affaires augmenterait sensiblement (+ 8,7 %), pour atteindre 55,1 milliards d'euros.

Les entreprises des transports routiers de voyageurs réalisent un chiffre d'affaires de 11,3 milliards d'euros en 2020, en net recul par rapport à 2019 (- 12,1 %) ; la baisse de la valeur ajoutée est encore plus sensible (- 13,6 %).

Le chiffre d'affaires des entreprises de transport de voyageurs par taxis et VTC décroît fortement en 2020 (- 29,6 %). Il s'établit à 2,9 milliards d'euros, soit 1,5 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises des transports et de l'entreposage.

Entreprises de transport collectif urbain

COMPTES DES ENTREPRISES DES TRANSPORTS URBAINS ET SUBURBAINS DE VOYAGEURS

Niveaux en milliards d'euros, évolutions en %

	2019 « contours 2020 »* (p)	Évolution 2020/2019	2020 (p)
Chiffre d'affaires net	7,9	- 7,2	7,3
Valeur ajoutée brute	5,0	- 6,7	4,6
Charges de personnel	4,2	- 1,9	4,1

* Voir explication dans le glossaire.

(p) = provisoire.

Source : estimations SDES, d'après Insee-Ésane

Les entreprises des transports urbains et suburbains de voyageurs ou transports collectifs urbains (TCU) offrent des services de transport sur les routes (en bus) et/ou sur des infrastructures dédiées (métros, tramways).

Leur chiffre d'affaires s'établit à 7,3 milliards d'euros en 2020, en baisse par rapport à l'année précédente (- 7,2 %).

COMPTES DE L'ÉPIC RATP

En milliards d'euros

	2011	2016	2019	2020	2021
Production	4,5	5,0	5,3	5,2	5,4
dont recettes totales du trafic	2,1	2,2	2,5	1,9	-
dont concours de fonctionnement	1,9	2,1	2,1	2,8	-
Valeur ajoutée brute	3,6	3,9	3,7	3,5	3,6
Charges de personnel	2,4	2,5	2,7	2,6	2,7
Investissements réalisés	1,5	1,8	1,7	1,8	2,0

Source : RATP

En 2021, la production de l'ÉPIC RATP s'élève à 5,4 milliards d'euros, en hausse de 3,5 % après la baisse de 2020 dans un contexte de crise sanitaire (- 2,0 %).

Entreprises de transport ferroviaire

COMPTES DES ENTREPRISES DE TRANSPORT FERROVIAIRE

Niveaux en milliards d'euros, évolutions en %

	2019 « contours 2020 »* (p)	Évolution 2020/2019	2020 (p)
Chiffre d'affaires net	26,1	- 12,5	22,8
Valeur ajoutée brute	15,7	- 46,7	8,3
Charges de personnel	12,3	- 5,4	11,7
Investissements corporels bruts hors apports	11,9	- 30,4	8,3

* Voir explication dans le glossaire.

(p) = provisoire.

Source : estimations SDES, d'après Insee-Ésane

En 2020, le chiffre d'affaires des entreprises de transport ferroviaire atteint 22,8 milliards d'euros, en forte baisse par rapport à l'année précédente (- 12,5 %).

COMPTES DE SNCF VOYAGEURS

En milliards d'euros

	2020	2021
Production	13,6	15,6
dont produits du trafic	4,4	6,0
dont prestations de service pour les AO et IDFM* et compensations tarifaires	7,0	7,1
Valeur ajoutée brute	4,7	5,8
Rémunérations	4,2	4,5
Excédent brut d'exploitation	- 0,2	0,7
Résultat net	- 1,4	- 0,4

* AO : Autorités organisatrices de transport ; IDFM : Île-de-France Mobilités.

Source : SNCF Voyageurs

Dans le transport ferroviaire, la situation est moins défavorable en 2021 qu'en 2020 mais la crise sanitaire impacte encore la fréquentation des voyageurs. Le résultat comptable de SNCF Voyageurs reste négatif en 2021.

Entreprises de transport fluvial

COMPTES DES ENTREPRISES DE TRANSPORT FLUVIAL

Niveaux en milliards d'euros, évolutions en %

	2019 « contours 2020 »* (p)	Évolution 2020/2019	2020 (p)
Chiffre d'affaires net	0,8	- 41,5	0,5
Valeur ajoutée brute	0,3	- 47,5	0,2
Charges de personnel	0,2	- 32,8	0,1

* Voir explication dans le glossaire.

(p) = provisoire.

Source : estimations SDES, d'après Insee-Ésane

Le chiffre d'affaires réalisé en 2020 par les entreprises du transport fluvial est de 458 millions d'euros, en net retrait par rapport à 2019 (- 41,5 %). La diminution du chiffre d'affaires touche principalement le transport fluvial de passagers, qui recouvre essentiellement les activités de croisière et les activités de plaisance avec équipage.

Entreprises gestionnaires d'infrastructures

COMPTES DES SOCIÉTÉS D'AUTOROUTES CONCÉDÉES

En millions d'euros

	2011	2016	2019	2020	2021
Chiffre d'affaires net	8 302	9 742	10 775	8 863	10 637
« Valeur ajoutée » (chiffre d'affaires – consommations intermédiaires)	7 384	8 759	9 618	7 713	9 405
Excédent brut d'exploitation	5 615	6 883	7 875	6 070	7 582
Charges financières	1 622	1 448	876	956	851
Capacité d'autofinancement	3 958	5 053	6 124	5 026	6 164
Investissements	1 804	1 231	1 395	1 353	1 340
Emprunts et dettes financières au 31/12	32 928	37 232	33 644	32 132	31 822

Source : DGITM

Les sociétés d'autoroutes concédées ont pour mission de financer, concevoir, construire et exploiter les réseaux d'autoroutes.

En lien avec la levée de restrictions de déplacement et la reprise de la circulation, les sociétés d'autoroutes concédées affichent en 2021 un chiffre d'affaires de 10,6 milliards d'euros, en hausse par rapport à 2020 mais encore légèrement en deçà de son niveau d'avant-crise (10,8 milliards d'euros en 2019).

Les investissements décroissent de nouveau en 2021 (- 0,9 %, après - 3,0 % en 2020), pour atteindre 1,3 milliard d'euros. Les emprunts et dettes financières diminuent (- 1,0 %) pour la cinquième année consécutive et s'établissent à 31,8 milliards d'euros.

COMPTES DE SNCF RÉSEAU

En milliards d'euros

	2020	2021
Produits d'exploitation	12,4	13,7
dont redevances d'infrastructure	4,8	5,5
dont contribution de l'État aux charges d'infrastructures	0,5	0,5
Résultat net	- 0,9	- 0,1
Capacité d'autofinancement	0,9	1,7
Investissements	5,2	5,7
Dette à long terme nette au 31/12	25,4	28,6

Source : SNCF Réseau

SNCF Réseau assure la gestion, l'entretien, la modernisation et la sécurité du réseau ferré français. En 2021, la crise sanitaire continue de pénaliser les comptes de SNCF Réseau, mais dans une moindre mesure par rapport à 2020. Avec 5,5 milliards d'euros en 2021, les redevances d'infrastructures de SNCF Réseau progressent de 12,7 % par rapport à 2020, sans toutefois rattraper le niveau d'avant la crise (- 5,4 % en 2021 par rapport à 2019), en raison de la baisse des trafics.

COMPTES D'AÉROPORTS DE PARIS (ADP) SA

En milliards d'euros

	2011	2016	2019	2020	2021
Chiffre d'affaires net	2,5	2,7	3,1	1,5	1,7
Valeur ajoutée brute	1,7	2,0	2,2	0,9	1,1
Excédent brut d'exploitation	1,0	1,2	1,3	0,2	0,5
Charges financières	0,2	0,1	0,2	0,7	0,4
Capacité d'autofinancement	0,8	0,8	1,0	- 0,7	- 0,1
Investissements	0,7	0,8	1,0	0,7	0,4
Dette à moyen et long termes au 31/12	2,9	4,2	4,9	8,5	8,2

Champ : Aéroports de Paris SA, société mère du groupe ADP.

Source : ADP

Aéroports de Paris (ADP) est la principale entreprise de services auxiliaires aériens. En 2021, son chiffre d'affaires augmente de 15 %, après s'être réduit de plus de la moitié en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire, pour s'établir à 1,7 milliard d'euros. Après avoir fortement augmenté en 2020, la dette financière à moyen et long termes diminue légèrement en 2021, pour s'élever à 8,2 milliards d'euros.

COMPTES DES ENTREPRISES DES INFRASTRUCTURES FLUVIALES ET MARITIMES

Voies navigables de France (VNF)

En millions d'euros

	2011	2016	2019	2020	2021
Chiffre d'affaires net	177	177	180	171	178
Valeur ajoutée brute	91	89	86	81	84
Charges de personnel ¹	24	253	234	232	231
Excédent brut d'exploitation	64	81	93	86	91
Capacité d'autofinancement	57	81	81	66	71
Investissements	2 930	192	141	270	255
Dette financière à moyen et long termes au 31/12	2	1	0	0	0

¹ Les 4 400 agents des services de navigation de l'État, auparavant détachés auprès de l'ÉPIC, ont été intégrés en 2013 à l'EPA aux côtés des 300 salariés de l'établissement.

Source : VNF

Grands ports sous tutelle de l'État

En millions d'euros

	2016	2019	2020	2021
Chiffre d'affaires net	854	944	859	906
Valeur ajoutée brute	624	761	698	692
Charges de personnel	396	418	416	432
Excédent brut d'exploitation	261	428	355	333
Capacité d'autofinancement	226	326	240	259
Investissements	310	286	297	419
Dette financière	800	673	642	625

Champ :

- En métropole : Marseille, Dunkerque, Nantes, La Rochelle, Bordeaux, Strasbourg (port fluvial) ainsi que Le Havre, Rouen et Paris (port fluvial), ces trois derniers ports ayant fusionné par ordonnance le 1^{er} juin 2021 pour former un établissement public unique (Haropa Port).

- En outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion.

Source : DGITM

Voies navigables de France (VNF) est un établissement public à caractère administratif français chargé de gérer la majeure partie du réseau des voies navigables de France. Après avoir reculé en 2020, le chiffre d'affaires de VNF repart à la hausse en 2021, pour atteindre 178 millions d'euros, mais reste inférieur à son niveau de 2019.

Les grands ports maritimes et fluviaux de l'État (voir liste détaillée plus haut) sont sous la tutelle de ce dernier. En 2020, ils avaient réalisé un chiffre d'affaires de 859 millions d'euros, en recul (- 9,0 %) par rapport à 2019 avec la crise sanitaire. En 2021, la situation s'améliore (906 millions d'euros) sans retrouver le niveau d'avant-crise.